



Centre d'Information sur les Renseignements
et le Terrorisme
au Centre d'Etudes Spéciales (CES)

7 août 2008

Vives critiques au Liban suite aux célébrations marquant le retour des prisonniers du Hezbollah, notamment Samir Kuntar. Le Hezbollah a été accusé de chercher à établir un Etat islamique radical de "résistance" (terrorisme) au Liban, gouverné par l'Iran et exposé aux représailles d'Israël.¹

La vraie source d'autorité du Hezbollah



Panel de publications trouvées dans des villages du sud-Liban pendant la seconde guerre du Liban. Les ouvrages saluent les enseignements et le travail des leaders de la révolution islamique en Iran, menée par le leader suprême Ali Khamenei, la source d'autorité du Hezbollah.

Le Liban se soumet au Hezbollah



Les prisonniers libérés dans le cadre de l'échange conclu avec Israël lors d'une cérémonie d'accueil à l'aéroport de Beyrouth. Ils sont photographiés serrant la main du Président libanais Michel Suleiman, du Président du Parlement Nabih Berri et du Premier ministre Fouad Siniora (D. Nohara, Reuters, 16 juillet 2008). Les membres du gouvernement libanais ont été efficacement incorporés dans la campagne de propagande du Hezbollah, qui a encensé le terroriste Samir Kuntar.

¹ Suite de notre bulletin du 16 juillet 2008 intitulé : " Deux ans après la seconde guerre du Liban, les corps d'Eldad Rege et d'Ehud Goldwasser ont été échangés contre cinq prisonniers libanais, y compris le terroriste Samir Kuntar et 199 dépouilles de terroristes. Le Hezbollah a profité de l'échange pour lancer une campagne de propagande visant à renforcer sa position politique au Liban."

Aperçu général

1. Une fois terminées les célébrations et les cérémonies organisées par le Hezbollah pour marquer l'échange de prisonniers avec Israël, certains Libanais ont critiqué l'accord ainsi que les actions et aspirations du Hezbollah. La critique est fondée sur la crainte des adversaires du Hezbollah face au pouvoir croissant de l'organisation au sein du gouvernement nouvellement établi et dans la politique libanaise en général.

2. Cette critique a été diffusée dans des articles récemment publiés dans les médias libanais, mettant en doute le succès du Hezbollah dans l'échange de prisonniers et soulignant le lourd tribut payé par le Liban (vies et dégâts) lors de la seconde guerre du Liban. Qui plus est, deux des articles (parus dans les quotidiens Al-Hayat et Al-Mustaqbal) ont souligné les problèmes liés à l'intention du Hezbollah d'établir une théocratie islamique au Liban, et de le transformer en un pays de "résistance". Un tel pays serait soumis à "l'autorité du jurisprudent" de Téhéran (c'est-à-dire, au leader suprême Khamenei, comme ultime autorité religieuse) et exposé à la vengeance israélienne, ce qui nuirait sévèrement au Liban.

3. Ci-dessous les principaux extraits d'articles récemment publiés à Beyrouth et dans la presse libanaise de Londres.

ANNEXE

Article de Fawzi al-Zidan (Al-Hayat, 22 juillet 2008)

4. Le journal libanais basé à Londres Al-Hayat a récemment publié un article avertissant du désir du Hezbollah d'établir une théocratie islamique au Liban et de l'apparition "d'une société de résistance" (c'est-à-dire, d'une société basée sur le terrorisme). Selon l'article, le Hezbollah est une **extension de la révolution islamique iranienne**, qui s'efforce d'enrôler à sa cause les chi'ites libanais. L'organisation agit ainsi en leur fournissant des services sociaux et en utilisant des armes visant à "libérer" le Sud-Liban, foyer de la majorité chiite. L'article affirme que le Hezbollah prévoit d'établir un pays qui souscrira à son idéologie et qui sera soumis à **"l'autorité du jurisprudent" de Téhéran**.² Le but principal de cette autorité du jurisprudent (c'est-à-dire, le leader suprême iranien) est d'exporter la révolution islamique dans le monde arabo-musulman jusqu'à ce qu'il soit possible d'établir un Etat musulman chi'ite.

5. L'article avertit que le Hezbollah pourrait réussir à compromettre la souveraineté du Liban et rendre son armée et ses forces de sécurité impuissantes, et vilipende les partisans chrétiens et chi'ites du Hezbollah. L'article se demande si les élites chi'ites sont d'accord avec le plan du Hezbollah d'établir un régime religieux totalitaire, ou si elles veulent vivre dans une société ouverte, pluraliste et démocratique. Il conclut en demandant par quelle sorte de Liban le Hezbollah est-il intéressé : "le Liban comme un pays pour chacun, ou le Liban comme un pays pour lui seulement."

² Dans une interview accordée le 16 avril 2007 à Al-Kawthar, une chaîne de télévision iranienne en arabe, cheik Na'im Qassem, l'adjoint de Nasrallah, a admis que, plutôt que de suivre sa propre politique, le Hezbollah recevait ses ordres de la direction iranienne sur des questions militaro-opérationnelles comme la confrontation avec Israël. Cette procédure est fondée sur "la décision de jurisprudence" (al-wali al-faqih), partie de l'idéologie du régime islamique iranien, comme l'a exposé l'Ayatollah Khomeiny. En décrivant la source d'autorité du Hezbollah, cheik Na'im Qassem a utilisé le terme Al-wali Al-faqih (la décision de jurisprudence), le titre utilisé par l'Ayatollah Khomeiny et son successeur, le leader suprême Ali Khamenei. A ce sujet, voir notre article (en anglais) : ["In an interview granted to an Iranian TV channel, Sheikh Na'im Qassem, Hassan Nasrallah's deputy, stresses that Hezbollah's policy of terrorist operations against Israel \(including suicide bombings and rocket fire\) requires jurisprudent permission of the Iranian leadership"](#) (29 avril 2007).

Article de Fares Khashan (Al-Mustaqbal, 27 juillet 2008)

6. L'article aborde la question controversée de l'inclusion de la "**résistance**" (c'est-à-dire, du terrorisme) dans les principes de base du nouveau gouvernement. Le Hezbollah, affirme l'auteur, ne peut pas renoncer à un seul paragraphe des principes de base du gouvernement qui étendent la légitimité accordée "à la résistance islamique au Liban." Selon l'article, le Hezbollah ne pourra pas faire de concession à cet égard, même s'il est convaincu que le terme consensuel de "résistance" n'est **pas exclusivement dans l'intérêt du Liban mais dans celui de l'Iran**. L'article note que dans le passé récent, le dirigeant du Hezbollah Hassan Nasrallah s'est vanté de se considérer comme un acteur dans "l'autorité du jurisprudent." L'article affirme encore que son implication est telle que n'importe **quelle activité du Hezbollah dépend d'une décision religieuse formulée par la source suprême d'autorité en Iran**.³

7. Ainsi donc, accepter les demandes du Hezbollah ne signifie pas simplement se soumettre uniquement à l'organisation elle-même, mais **soumettre le Liban à la volonté du régime iranien**, en conséquence de quoi l'avenir du Liban dépendra de décisions prises par l'Iran. Si l'Iran décide qu'initier une confrontation avec Israël renforcera sa position de négociation, donc le Liban, qui a approuvé la légitimité de la "résistance" iranienne, **sera exposé à une dévastation sans précédent**. En conséquence, l'Etat doit être séparé de la "résistance", car à défaut, n'importe quelle tentative du Hezbollah de mettre en péril la sécurité d'Israël, tant en territoire israélien qu'à l'étranger, pourrait aboutir à l'annihilation complète du Liban. Israël a des vues non seulement sur le Hezbollah, mais aussi sur l'Etat libanais qui l'abrite, à l'image de l'Afghanistan vis-à-vis d'Al-Qaïda.

Eliais Harfoush (Al-Hayat, 22 juillet 2008)

8. L'article affirme que les célébrations marquant la libération des prisonniers et la réception des corps prouvent à quel point le Hezbollah joue un rôle central dans la politique libanaise et de quelle manière le pays est impuissant face à son pouvoir en constante augmentation, aux niveaux militaire et public. Par exemple, le Hezbollah a réussi à mener des négociations (quant aux soldats enlevés), avec des acteurs internationaux comme le secrétaire général de l'ONU et la Croix-Rouge Internationale, indépendamment du Liban. Le Liban est resté sur la touche et n'a rien fait d'autre qu'étreindre les prisonniers libérés à leur arrivée. L'article affirme encore

³ Le Hezbollah considère le dirigeant iranien Ali Khamenei comme sa source d'autorité, ce qui a été prouvé par du matériel saisi par Tsahal durant la seconde guerre du Liban.

qu'aucun parti politique n'a jamais jouit d'un tel statut dans l'histoire moderne du Liban. Selon l'article, des partis politiques se sont déjà armés, ont pris le contrôle de régions, ont prélevé des sommes en échange de leur "protection" et ont essayé de contrôler les processus de prise de décisions du pays. Cependant, le Hezbollah les a surpassés en menant des négociations sur un pied d'égalité avec des organisations mondiales majeures qui n'ont eu aucun scrupule à être en contact avec lui.

9. Après un tel accomplissement, affirme l'auteur de l'article, il est maintenant impossible de demander au Hezbollah d'abandonner son statut. Il n'y a personne au Liban capable d'émettre une telle demande et même si une telle requête était faite, le Hezbollah n'a aucune intention de se soumettre. Le Hezbollah est attaché à la "résistance" (c'est-à-dire, au terrorisme) et le plan de "résistance" de l'organisation devient donc le plan de tous les Libanais et de toutes les institutions du pays. En conséquence, le Hezbollah est le parti qui domine la stratégie libanaise au lieu d'être un parti dans un gouvernement d'unité nationale. Dans une telle situation, le Liban a seulement deux options : il peut soit accepter son sort et s'accommoder avec le Hezbollah, soit l'affronter.